

17 mai 2023

RÉINDUSTRIALISER LA FRANCE : COMMENT ASSURER UNE SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ET INDUSTRIELLE POUR L'AVENIR ?



Samuel GRIMAUD

Beesnest Analyst Industrie Lourde

Cet article est basé sur les discussions et les témoignages présentés lors de la conférence ayant eu lieu le 6 avril à l'Hôtel de l'industrie (Paris 6ème), organisée par Éric Lemaire (fondateur Yoocan) avec pour invités Frédéric Pierucci (ancien cadre-dirigeant d'Alstom) et Loïk Le Floch Prigent (ancien dirigeant de Gaz de France).

Cette conférence a été l'occasion de discuter de l'importance de la souveraineté industrielle et énergétique pour l'avenir de l'économie française. Les intervenants ont partagé leurs expériences et leur expertise dans le domaine de l'industrie et de l'énergie, mettant en lumière les défis auxquels la France est confrontée et les solutions possibles.

Dans l'article, nous approfondissons et apportons des compléments sur les thèmes abordés lors de la conférence avec des pistes de réflexions supplémentaires.

Introduction

Avant tout propos, il est indispensable de définir ce qu'induit le terme de souveraineté. La souveraineté économique d'une nation peut être définie par sa capacité à contrôler ses propres dossiers économiques, comprenant la production, les approvisionnements, la distribution et la régulation des biens et services, sans être soumise à des influences ou interventions extérieures.

Dans une économie qui se veut mondialisée, la souveraineté est un enjeu d'une importance capitale car elle concerne la capacité du pays à décider de ses propres politiques et de ses intérêts stratégiques, économiques, industriels, énergétiques, culturels et militaires.

Cet article traitera uniquement les sujets de la souveraineté économique de la filière industrielle et énergétique française. Dans sa quête de croissance économique pérenne, la France a tout intérêt à maintenir une certaine

forme de souveraineté économique pour protéger ses intérêts nationaux et entretenir son développement économique.

Si le sujet en est aujourd'hui un, c'est que cette souveraineté industrielle qui a fait la marque de fabrique historique de la France est sérieusement remise en question, et ce depuis une trentaine d'années. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces évolutions et cette "désindustrialisation" constatée.

Les causes d'une désindustrialisation

D'après Loïk Le Floch Prigent, c'est en 1997 que la situation de l'industrie française a connu un tournant, marqué par une brisure dans la balance commerciale et une baisse de la compétitivité de l'industrie française par rapport à des pays initialement équivalents comme l'Allemagne par exemple. Cette cassure s'est traduite par une perte de parts de marché et de présence à l'international.

La mondialisation a ouvert les frontières et a permis à de nombreux pays émergents, comme la Chine, de devenir des acteurs importants sur la scène économique mondiale. Selon Frédéric Pierucci, l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a eu un impact important sur la concurrence pour de nombreux secteurs industriels en France. Les entreprises françaises ont dû faire face à une concurrence accrue des entreprises chinoises sur des domaines tels que notamment les produits manufacturés à bas coûts, l'automobile, l'aéronautique ou encore les énergies renouvelables.

Au-delà de la concurrence des pays émergents, la perte de compétitivité s'explique notamment par une faiblesse structurelle de l'industrie française, caractérisée par un manque d'investissement, une rigidité du marché du

travail et une absence de politique industrielle cohérente. C'est dans ce contexte que les deux décennies qui ont suivi cette cassure furent les témoins d'un nombre important de démantèlements d'entreprises et de groupes français.

Série de démantèlements entre 2000 et 2020



Une souveraineté énergétique perdue qui tente de trouver des responsables

Depuis les trois dernières décennies, la politique énergétique française a connu de nombreux changements qui ont eu des conséquences importantes sur l'indépendance énergétique du pays. Le 30 mars 2023, un rapport intitulé *"Enquête sur l'indépendance énergétique de la France"* a été publié par la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale française et présenté par deux députés : *Raphaël Schellenberger* (Les Républicains) et *Antoine Armand* (Renaissance). Le rapport examine les différents aspects de la politique énergétique française et met en lumière certaines erreurs commises dans le passé.

Parmi les erreurs majeures, deux semblent émerger comme les plus préoccupantes. Tout d'abord, la politique énergétique française a été critiquée pour n'avoir pas suffisamment anticipé la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires grâce à des opérations de maintenance régulières, ni pour avoir renouvelé les centrales dans le cadre d'une stratégie de chantiers industriels intégrés plutôt que d'interventions ponctuelles. Ensuite, le pays n'a pas investi et construit suffisamment rapidement des filières industrielles d'énergies renouvelables pour répondre aux besoins du remplacement des énergies fossiles.

Ces erreurs ont eu des conséquences importantes sur la souveraineté énergétique de la France. En effet, en 2022, pour la première fois depuis 40 ans, la France est devenue importatrice nette d'électricité. Cette situation est principalement due à la baisse

d'activité des centrales nucléaires. Bien que la production d'énergie renouvelable progresse, un nombre significatif de maillons de la chaîne de valeur est dominé et dirigé par des opérateurs étrangers, avec la Chine qui détient 60% de la fabrication de panneaux solaires.

Une situation actuelle préoccupante qui marque un défi pour la souveraineté

Cette souveraineté n'a pendant longtemps pas été un sujet de préoccupation pour nombre de politiques. Cependant, la crise sanitaire a ramené au premier plan, la capacité des pays à subvenir à leurs besoins essentiels ou non, et remet en question la gestion des chaînes d'approvisionnement à l'égard des échanges internationaux

En effet, le COVID-19 a révélé la vulnérabilité de la France face à une interruption des chaînes d'approvisionnement mondiales, renforçant la nécessité d'une relocalisation de la production.

À ce titre, la réindustrialisation semble être un défi de taille pour un pays qui n'a cessé de perdre en indépendance industrielle et énergétique. Il est nécessaire de reconstruire un tissu industriel solide et diversifié pour réduire la dépendance aux importations et assurer la souveraineté économique du pays.

Cette reconquête passe par le soutien à l'innovation et à la recherche, la formation de talents, la modernisation des infrastructures et l'encouragement sincère à l'entrepreneuriat. Des politiques publiques volontaristes doivent être mises en place pour favoriser la création d'entreprises, leur développement sur le territoire national de manière pérenne. En effet, il est également crucial de créer un

un environnement économique, fiscal et administratif attractif pour les entreprises, afin de les inciter à rester en France.

En somme, la réindustrialisation est un enjeu décisif pour la France, qui doit s'engager dans une politique ambitieuse pour garantir sa souveraineté économique et énergétique.

Pistes de réflexion pour un avenir favorable à la réindustrialisation française

La France a une carte à jouer dans sa réindustrialisation mais doit se concentrer sur les technologies et les innovations de demain plutôt que de chercher à rattraper son retard sur des technologies qu'elle a perdues.

Le monde est en constante évolution, et les technologies évoluent à un rythme rapide. Pour rester compétitive, la France doit se tourner vers l'avenir et investir dans les nouvelles technologies émergentes telles que l'Intelligence Artificielle, la cybersécurité et les énergies renouvelables.

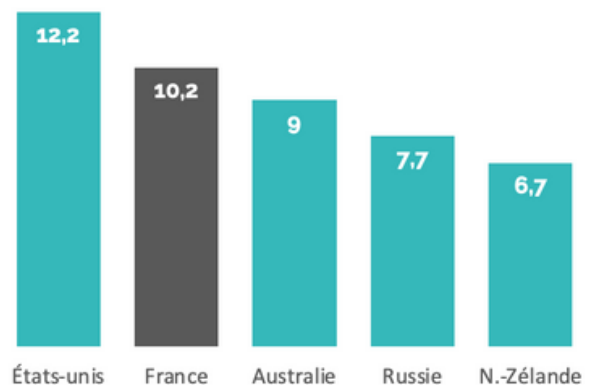
En se concentrant sur ces domaines, la France peut créer de nouvelles opportunités pour son économie et pour ses entreprises, tout en restant à la pointe de l'innovation et en contribuant au développement technologique mondial.

Il est donc capital que l'Hexagone investisse dans la R&D de ces nouvelles technologies, en soutenant les startups et les entreprises innovantes, en formant la main-d'œuvre à ces nouvelles compétences et en encourageant la collaboration entre les différents secteurs pour stimuler l'innovation et la croissance économique.

1- Opportunités de développement dans les énergies renouvelables

De plus, la France possède d'importantes opportunités d'investissements dans la décarbonation et les énergies renouvelables. Dans un premier temps, la France est la deuxième nation possédant la plus grande Zone Économique Exclusive (ZEE) sur ses littoraux ce qui lui octroie d'importantes opportunités quant à l'exploitation de parcs éoliens off-shore. En investissant dans les énergies renouvelables, le pays pourrait également contribuer à réduire sa dépendance aux énergies fossiles et à réduire son empreinte carbone.

Les cinq pays ayant la plus grande Zone Économique Exclusive (ZEE), en millions de km²



2- Une prise de conscience de la classe politique engagée par un plan de réindustrialisation

C'est dans la lignée de recherche de compétitivité qu'Emmanuel Macron a présenté ce jeudi 11 mai 2023, un plan visant à accélérer la réindustrialisation de la France, en se concentrant sur la compétitivité, la décarbonation, la biodiversité et la numérisation.

Il souhaite ainsi accélérer la transformation de l'industrie française d'ici 2030. Pour y parvenir, le président a souligné la nécessité de rester compétitif sur le plan macroéconomique, en particulier sur le capital, l'innovation, et d'augmenter la quantité de travail, la réforme des retraites s'inscrivant dans cette logique.

Emmanuel Macron a également annoncé la création d'un crédit d'impôt industrie verte pour les technologies identifiées dans les textes européens, telles que les batteries électriques, les pompes à chaleur, les éoliennes ou les panneaux solaires. Cette mesure vise à encourager les entreprises à investir dans des technologies respectueuses de l'environnement et devrait permettre de déclencher 20 milliards d'euros d'investissements sur le territoire national d'ici 2030. Le crédit d'impôt industrie verte pourrait ainsi contribuer à accélérer la transition écologique de l'industrie française et à créer de nouveaux « emplois verts ».

3- Création d'un environnement attractif pour les entreprises et acteurs

Nous avons vu dans la partie précédente qu'il était crucial de créer un environnement économique, fiscal et administratif attractif pour les entreprises, afin de les inciter à rester en France et à investir dans l'industrie nationale. *Emmanuel Macron* a reconnu lors de sa prise de parole que les délais dans les procédures administratives sont souvent dénoncés par les porteurs de projets industriels en France. Pour y remédier, le président a promis une importante simplification administrative pour les entreprises souhaitant s'implanter dans le pays. Il souhaite ainsi réduire les délais de projets industriels de 18 mois à 9 mois

garantis. Pour y parvenir, il propose de mettre en parallèle toutes les procédures administratives nécessaires à un projet industriel, de sorte que les différentes étapes puissent être traitées en même temps.

Conclusion

Nous soulignons dans cet article l'importance de la souveraineté économique pour la capacité d'un pays à contrôler ses propres politiques et intérêts. La désindustrialisation constatée en France depuis une trentaine d'années est due à des facteurs tels que la mondialisation, l'entrée de la Chine dans l'OMC, la faiblesse structurelle de l'industrie française, le manque d'investissement, la rigidité du marché du travail et l'absence de politique industrielle cohérente. Le démantèlement d'entreprises et de groupes français a également contribué à la perte de souveraineté économique. En ce qui concerne l'énergie, le rapport intitulé "Enquête sur l'indépendance énergétique de la France" a révélé certaines erreurs commises dans le passé qui ont eu des conséquences importantes sur l'indépendance énergétique du pays.

Cependant, il est indispensable de rester optimiste et de continuer à travailler à renforcer la souveraineté économique de la France. Des mesures telles que l'investissement dans l'industrie, la recherche & développement, la formation professionnelle, la simplification des réglementations et la mise en place d'une

politique industrielle cohérente peuvent contribuer à inverser la tendance de la désindustrialisation. D'après les informations de l'Elysée, le nombre de projets de recherche et développement a augmenté de 23% en 2022 par rapport à 2021, avec un total de 191 projets, tandis que les emplois créés ont connu une hausse de 53%, soit 4 789 emplois. Ces résultats démontrent que la France, dotée de nombreux avantages dans ce domaine, est considérée positivement par les investisseurs étrangers en tant que véritable terre d'innovations.

De plus, la France peut également développer ses propres sources d'énergie renouvelable pour réduire sa dépendance aux importations. Elle doit également continuer à redévelopper ses sources d'énergie décarbonées qui lui ont auparavant permis de développer le pays avec de l'énergie abondante et bon marché. En fin de compte, la souveraineté économique est un enjeu crucial pour la France dans un monde de plus en plus globalisé, et il est important de travailler en faveur de cet objectif pour assurer la prospérité et l'indépendance économique à long terme. La France peut et se doit être ambitieuse dans sa stratégie de réindustrialisation.



Références :

Article du rachat des chantiers de l'Atlantique :
<https://www.france24.com/fr/20080818-chantiers-latlantique-sous-pavillon-sud-coreen-construction-navale>

Rapport de l'assemblée nationale "Enquête sur l'indépendance énergétique de la France":
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/ceindener/116b1028_rapport-enquete

Article Le Monde – La France, deuxième empire maritime mondial :
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/11/la-france-deuxieme-empire-maritime-mondial_5498495_3210.html

Communiqué de l'Elysée, La France attire plus que jamais les investissements étrangers, et c'est de l'emploi :
[La France attire plus que jamais les investissements étrangers, et c'est de l'emploi. | Élysée \(elysee.fr\)](https://www.elysee.fr/fr/la-france-attire-plus-que-jamais-les-investissements-etrangers-et-c-est-de-l-emploi)



Samuel Grimaud

Diplômé de l'École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers, Samuel a suivi sa formation d'ingénieur en alternance spécialisée en mécanique industrielle. Pour se spécialiser en conseil et en stratégie d'entreprise, il a par la suite rejoint l'ESCP Business School. Il s'intéresse de près à l'actualité de l'Industrie afin d'être constamment conscient des enjeux et tendances du secteur.



Beesnest Intelligence est une plateforme d'intelligence collective dont l'objet est de centraliser et synthétiser les meilleures publications issues des cabinets de conseil et des organismes professionnels. Véritable outil de travail pour étudiants, analystes, consultants, ou toute personne souhaitant se renseigner sur une thématique précise, nous couvrons plus de 20 secteurs d'activité et expertises (mai 2023).

Nous proposons par ailleurs aux cabinets de conseil et aux organismes professionnels de devenir partenaire Beesnest, incluant une page de description de leurs activités, la publication de leurs offres d'emploi, ainsi que la communication de leurs événements.